

## Face à l'escalade guerrière de l'État d'Israël et la complicité des grandes puissances, exprimons notre colère !

Après Gaza et la Cisjordanie, Netanyahu a étendu sa guerre au Liban depuis le 21 septembre. Après les bombardements intenses du sud du pays, qui ont notamment causé la mort du chef historique du Hezbollah, Hassan Nasrallah, et de l'essentiel de son commandement militaire, des troupes sont entrées sur le sol libanais. Le massacre de 1 200 civils et militaires israéliens le 7 octobre 2023 par le Hamas a donné au gouvernement d'extrême droite israélien la justification qu'il attendait pour se lancer dans une guerre sans fin, avec la complicité des dirigeants les plus riches de la planète, qui se moquent bien des victimes, qu'elles soient palestiniennes, ou israéliennes d'ailleurs !

### UN AN DE MASSACRES DE CIVILS

Les bombardements au Liban ont déjà fait plus de 2 000 morts et des milliers de blessés. Des dizaines de milliers de personnes ont dû fuir leur logement, alors que ce pays compte déjà un million de réfugiés. Pour l'État d'Israël, le fracas des bombes sur ce pays permet aussi de détourner l'attention du génocide qui se poursuit à Gaza. Depuis un an, l'opération d'anéantissement dans la bande de Gaza a fait plus de 41 000 morts, plus de 10 000 disparus sous les décombres et près de 100 000 blessés. La quasi-totalité des infrastructures de santé et des écoles a été pulvérisée. Les survivants affrontent la famine, l'absence d'eau potable et les épidémies. En Cisjordanie, les colons et l'armée ont tué près de 700 personnes et font régner la terreur parmi les Palestiniens.

### L'HYPOCRISIE DES GRANDES PUISSANCES

Netanyahu présente la guerre contre le Liban comme une question de survie pour Israël. Mais face à l'État israélien, armé à flux tendu par les principaux pays impérialistes, soutenu par la présence de porte-avions américains et français, l'Iran et le Hezbollah n'ont pas

intérêt à chercher la guerre et un embrasement de toute la région. Biden clame qu'il travaille à une désescalade au Liban, mais continue à livrer des tonnes d'armes à Netanyahu. Quant à Macron, il dit désormais qu'il ne faut plus livrer d'armes à Israël, tout en prétendant que la France n'en a jamais vendu. Mensonge ! Bien des fleurons de l'industrie d'armement française (Thales, Safran, MDBA, Airbus, etc.) ont noué des partenariats avec leurs homologues israéliens et développent conjointement leurs activités au grand profit des capitalistes français de l'armement.

### PAS EN NOTRE NOM !

Pour les dirigeants du monde capitaliste, la priorité est de continuer à s'appuyer sur l'État d'Israël pour défendre leurs intérêts dans la région. Peu leur importe que les Palestiniens de Gaza se fassent massacrer et que, maintenant, les Libanais soient atteints par la guerre, tant que leur ordre impérialiste est assuré. Il n'y a rien à attendre de leurs promesses de cessez-le-feu. Quant au peuple israélien, il fait lui aussi les frais de cette politique : l'avenir que le gouvernement israélien lui prépare est celui d'une guerre sans fin et pour l'instant, les manifestations qui ont lieu pour dénoncer le mépris de la vie des otages encore détenus à Gaza, n'ont pas suffi à faire vaciller cette escalade guerrière.

Nous aussi, nous devons affirmer notre opposition à ces massacres. Ils ne doivent pas se faire en notre nom. Le mouvement international de solidarité avec la Palestine, avec ses manifestations partout dans le monde, joue un rôle essentiel : il permet non seulement de briser le sentiment d'isolement des Palestiniens, mais aussi de saper l'un des piliers de la puissance de l'État israélien, à savoir le soutien occidental. Plus que jamais exprimons partout, sur nos lieux de travail, nos lieux d'étude et dans la rue notre solidarité avec le peuple palestinien et notre opposition à l'invasion du Liban.

Lundi 7 octobre 2024

Travailleur.euse, suis-nous pour t'engager ou plus d'informations :

**SITE WEB** [www.npa-revolutionnaires.org](http://www.npa-revolutionnaires.org) **YOUTUBE** @Revolutionnaires\_journal **INSTAGRAM** @npa.revo



## **Scandale des crèches : quand les groupes privés « rentabilisent » les bébés**

Le journaliste Victor Castanet, déjà auteur d'une enquête fracassante sur les Ehpad, a fait paraître un livre, *Les Ogres*, qui épingle les crèches privées, secteur où les grands profits se font sur le dos des tout-petits. Ce système pousse le personnel des crèches à fonctionner au moindre coût (baisse des effectifs, des fournitures, de l'alimentation, etc.) parfois jusqu'à la mise en danger des enfants. Une ancienne directrice et une infirmière de la crèche People & Baby de Villeneuve-d'Ascq viennent par exemple d'être reconnues coupables de violences sur des bébés par le tribunal correctionnel de Lille, et condamnées à dix mois de prison avec sursis ainsi qu'à une interdiction d'exercer pendant trois et cinq ans. Bref, un système malade... et qui rappelle bizarrement celui de la santé !

## **IVG : tant qu'il le faudra, nos corps, nos choix**

Nous sommes six mois après l'inscription de l'IVG dans la Constitution. Mais que ce soit le planning familial ou les associations féministes, toutes dénoncent un décalage avec la réalité du terrain. 130 centres d'IVG ont fermé en 15 ans, faute de moyens. Et avec le gouvernement réactionnaire de Barnier et la montée de l'extrême droite, les droits des femmes vont continuer à subir des attaques. L'IVG est une liberté fondamentale. La lutte reste d'actualité.

## **La chasse aux mineurs isolés se poursuit**

Un mois après la fin des JO, beaucoup de migrants, dont une majorité de mineurs isolés, reviennent en région parisienne. Mais leurs campements sont systématiquement démantelés par la police. Des associations alertent sur le fait que ces jeunes ne reçoivent plus aucune proposition de « mise à l'abri » – contrairement aux majeurs, envoyés en province. Et, n'étant pas reconnus « mineurs » par l'État, ils ne sont pas pris en charge par l'aide sociale à l'enfance (ASE) et ne peuvent pas s'adresser au 115, accessible seulement aux adultes. Ils restent donc à la rue où ils sont pourchassés non-stop par la police.

## **Gouvernement Barnier : on prend les mêmes et on recommence**

En fonction depuis le 21 septembre, la nouvelle ministre de la Santé Geneviève Darrieussecq sent un peu le réchauffé. Elle a déjà été ministre sous Macron non pas une, ni deux, mais trois fois ! Deux jours après sa prise de fonction, elle donne le ton : « Je ne ferai pas de miracles, je ne suis pas une fée. » Même son de cloche chez le nouveau Premier ministre Michel Barnier qui, après avoir annoncé que la santé publique serait un de ses chantiers prioritaires, a déclaré ne pas pouvoir faire « des miracles ». Merci de tempérer nos attentes mais quand on voit le résultat de la précédente grande cause du quinquennat, les violences faites aux femmes, on ne s'attendait déjà à rien.

## **Le gouvernement Barnier-Le Pen s'en prend à l'AME**

Le très réactionnaire nouveau ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, a dit vouloir s'attaquer à l'aide médicale d'État (AME), qui garantit aux étrangers en situation irrégulière en France la gratuité de certains soins médicaux. Elle serait

transformée en une « aide médicale d'urgence », dont l'accès serait restreint à certains migrants : une véritable « bombe sanitaire à retardement » d'après certains médecins. 3 500 médecins ont signé une tribune affirmant qu'ils refuseraient d'appliquer cette mesure si elle était votée à l'Assemblée. Courageux de leur part. Face à la démagogie anti-migrants et à la xénophobie d'État, il faudra organiser la solidarité... mais aussi la riposte contre ce gouvernement qui récite le programme de Le Pen.

## **Le trou de la sécu a bon dos**

L'assurance maladie veut faire des économies : les dépenses pour accident du travail auraient augmenté de plus de 50 % en dix ans. Pas étonnant vu les conditions de travail insupportables. Un rapport officiel qui vient de sortir annonce la couleur pour les hôpitaux : il préconise de passer de un à deux voire trois jours de carence, et de ne plus rémunérer les arrêts maladie de courte durée à 100 %. L'objectif : nous empêcher de nous arrêter quand on est malade. Déjà qu'ils nous volent des primes quand on s'arrête pour maladie... À recycler ces vieilles recettes, c'est sûr qu'au gouvernement ils ne doivent pas être épuisés : on échange nos places quand ils veulent.

## **Dettes publiques : le crime était presque parfait**

60 milliards d'euros : c'est le montant de la purge que le gouvernement veut nous administrer, en concoctant un budget d'austérité en mode brutal. Mais d'où vient ce déficit et cette dette qu'on nous dit abyssaux ? Depuis 2017, Macron a supprimé l'impôt sur les grandes fortunes (ISF) et baissé les impôts sur le capital : 62 milliards. L'impôt sur les sociétés a aussi baissé, au profit des plus grosses entreprises : 11,1 milliards. Le crédit d'impôts pour les entreprises (CICE) : 20 milliards par an, pour un résultat quasi nul en termes d'emploi. Et ce ne sont là que quelques exemples de ce gigantesque détournement de l'argent public vers les profits privés. Qu'ils rendent l'argent !

## **Au Maroc, le courage des étudiants en médecine**

Depuis décembre 2023, les étudiants en médecine marocains luttent pour une formation de meilleure qualité, inquiets du service rendu pour la population dans le futur. En réponse, le gouvernement a envoyé la police qui a violemment délogé les étudiants lors d'un sit-in à Rabat la nuit du 26 septembre, donnant lieu à une dizaine d'arrestations. Mais ceux-ci ne reculent pas et continuent à s'organiser. Une inspiration pour l'ensemble des travailleurs, au Maroc et au-delà.

## **À Aulnay, MA France montre l'exemple**

Les grévistes sont à plus de 170 jours de lutte et de blocage de leur site. Stellantis voulait leur régler leur compte avant la rentrée, c'est raté. Depuis des semaines, la liste des sous-traitants de l'automobile menacés de fermeture ou de destructions d'emplois s'allonge : Valéo, Bosch, ZF, Imperiales, Wheelers, Walar, Forvia, Continental, Plastic Omnium, Dumarey (ex-Punch Strasbourg), Novares, etc. Stellantis voulait faire de MA France un exemple ? C'est maintenant un exemple à suivre pour lutter, ne pas rester seul, et peut-être se fédérer contre les patrons voyous.